

# L'Humanité *rouge*



Proletaires de tous les pays,  
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

1,50F

Adresse : B.P. 293  
75866 Paris Cedex 18  
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES  
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 358

jeudi 30 octobre 1975

## LE SCANDALE « TOUVIER »

Ainsi une nouvelle fois l'ancien chef de la milice nazie de la région lyonnaise, Touvier, est l'objet d'une protection bienveillante.

La chambre d'accusation de Paris a en effet déclaré *irrecevables* les plaintes des victimes ou familles des victimes de Touvier lors de l'occupation nazie.

Pour mesurer la portée de ce scandale rappelons quelques faits.

C'est en 1942 que Touvier devient secrétaire permanent de la section de Chambéry du Service d'ordre légionnaire de Darnand. En 1943, il devient chef de la milice en Savoie puis chef de la région de Lyon. Auteur et instigateur de l'assassinat de nombreux résistants, il amasse une fortune en accaparant les biens des Juifs qu'il livre à la Gestapo. C'est lui en personne qui assassine le président de la Ligue des droits de l'homme, Victor Basch ainsi que sa femme, tous deux âgés de 80 ans. C'est lui qui dirige les assassinats d'otages qui suivirent l'exécution par la Résistance d'Henriot, ministre de la propagande de Pétain. C'est lui qui torture les résistants. A la Libération, il disparaît avec le «trésor de la milice». Il sera condamné à mort deux fois par contumace.

Durant vingt ans il se tapira dans des couvents grâce à l'appui de hauts dignitaires de l'Église tels que le cardinal Gerlier. Le 23 novembre 1971, Pompidou lui accordait la grâce présidentielle, supprimait son interdiction de séjour et l'autorisait à jouir de la fortune qu'il a amassée sur des cadavres. Comme on le voit, Touvier bénéficiait de soutiens fort bien placés. Ces faits provoquèrent à l'époque la colère de tous les patriotes et antifascistes de notre pays. Des familles de résistants, victimes de Touvier, engagèrent une procédure pour que Touvier soit jugé et condamné puisque paraît-il les crimes commis contre l'humanité sont imprescriptibles. La justice bourgeoise a fait son œuvre : Touvier le tueur doit rester libre dit-elle, tout est effacé, oubliés les assassinés.

Cette bienveillance qui ne s'est jamais démentie doit bien avoir de solides raisons. On dit que Touvier a rendu de grands services au cours de ces dernières années. On dit qu'après 1958 il fut chargé d'organiser une police parallèle chargée de pratiquer le terrorisme contre les patriotes algériens en France. On dit encore que plus récemment, dans cette région lyonnaise où gangsters, politiciens bourgeois et tueurs fascistes sont étroitement mêlés, il aurait apporté ses services.

Aujourd'hui, Touvier se cache quelque part en France, non par crainte de la justice bourgeoise, mais par peur de cette autre justice que bien des antifascistes seraient prêts à rendre.

# COMEDIE A MADRID

La mort à rebondissements du criminel Franco n'est pas encore achevée à l'heure où nous mettons sous presse. Les dernières informations qui nous sont parvenues mercredi à 5 heures du matin indiquaient une «aggravation et un état critique». De toutes les façons il est inutile de s'appesantir là-dessus. Le grand cinéma entrepris autour de l'agonie du tyran est une opération de mystification des masses destinée à donner du poids à une mort qui ne pèse pas plus lourd qu'une plume, à redorer le blason du franquisme et à faire oublier les antifascistes assassinés voici quelques semaines ainsi que tous ceux qui sont torturés dans les prisons d'Espagne.

Le seul intérêt de la grande comédie qui se joue à Madrid c'est qu'elle permet d'apprécier l'atmosphère d'intrigues fébriles qui agite les milieux des politiciens bourgeois (voir page 8) en coulisses tandis que le «caudillo» continue à traîner la patte dans sa marche au tombeau entourée d'une atmosphère d'obscurantisme mystique. Dans la nuit de mardi à mercredi l'archevêque de Saragosse a apporté à son maître la cape richement brodée de la «Vierge du Pilar». Franco l'a baisée en pleurant : cette vierge est la patronne, en effet, de la «Garde civile», la gestapo espagnole et les franquistes lui ont attribué de nombreux miracles pendant la guerre civile. Monarchisme, mysticisme, tortures, le règne du sabre et du goupillon, le règne de l'«Inquisition» barbare agonise avec des hoquets... et c'est le peuple espagnol qui prépare l'Espagne d'après Franco... Une Espagne sans franquisme, sans roi, sans «junte».

(Articles pages 2 et 8)

## Sommaire

Une enquête réalisée par des ouvriers :

«Le P«C»F une «affaire qui marche» . p. 4

RUEIL : COMSIP-Entreprise :

Défend-on les travailleurs ou le  
Programme commun ? ..... p. 5

SÉCURITÉ SOCIALE :

Nouvelles modifications de la  
législation «maternité» ..... p. 6

URSS : Des étudiants africains manifestent  
contre le racisme ..... p. 8



## Conférence de presse des ouvriers de Rhône-Poulenc

### «LA VIOLENCE QUOTIDIENNE VIENT DES CAPITALISTES»

Lundi matin, les travailleurs de l'usine Rhône-Poulenc de Vitry et leurs sections syndicales CFDT et FO tenaient une conférence de presse pour expliquer leur lutte, les difficultés qu'ils ont eues à surmonter, la nature et le sens des mesures répressives prises par la direction de l'usine. Les trois ouvriers licenciés et près de la moitié des 50 travailleurs mis à pied par les patrons étaient là. Une absence remarquée : celle de la CGT.

Les travailleurs ont rappelé dans quelles conditions ils ont mené leur juste combat, combat dont nous nous sommes faits l'écho à plusieurs reprises (cf. HR Nos 352, 355, 356). Ils ont rappelé comment c'est le licenciement arbitraire de 2 ouvriers — l'un parce qu'il était soi-disant «émêché», l'autre parce qu'il ne pouvait et ne voulait pas travailler en équipe — qui a mis le feu aux poudres, et qui a accéléré le déclenchement de la lutte.

Ils ont expliqué que depuis longtemps la direction imposait aux ouvriers des réductions d'horaires avec pertes de salaire, des pertes importantes puisque pour la plupart les travailleurs ne touchent pas plus aujourd'hui qu'il y a un an !

Les propos tenus par les syndicats CGC et CFT de l'entreprise, selon lesquels il fallait sanctionner sévèrement les grévistes parce qu'ils s'étaient rendus coupables de violences en séquestrant un membre de la direction, devaient être réfutés, les travailleurs rappelant exactement dans quelles conditions ce membre de la direction avait été retenu — il a continué à travailler pendant plusieurs heures — et montrant surtout qui déclenche

la violence, d'où elle vient. Ils devaient notamment déclarer à ce propos :

*«La violence à Rhône-Poulenc c'est dans les ateliers qu'on la trouve, là où les conditions de travail sont déplorables... Il y a des travailleurs qui divisent l'acide sulfurique et l'acide chlorhydrique avec des brocs. Il y a des femmes qui travaillent en permanence dans les vapeurs d'ammoniac. Récemment un atelier a failli sauter à cause de pains de sodium qui étaient coincés... Tous les jours on risque notre peau à Rhône-Poulenc, il ne faut pas l'oublier... Alors, le lundi 20 octobre, pendant que le patron était confortablement installé dans son bureau, des gars, eux, étaient en train de travailler en 4 x 8 avec des masques à gaz toute la journée. Et les masques à gaz, c'est déjà arrivé que la direction ne mettait que de l'azote dedans. Les gars tombent dans les pommes. C'est ça la violence quotidienne des capitalistes... C'est aussi notre camarade Jean-François Vincent, âgé de 30 ans, mort le 22 décembre 1970 d'une maladie professionnelle, le benzolisme, (Rhône-Poulenc a été reconnu coupable, cf. HR No. 304 — NDLR.)... La violence, c'est encore le licenciement de 2 travailleurs d'abord, et de 3 ensuite pour fait de grève et "faute grave" soi-disant...»*

Enfin, le refus de la CGT de participer à cette conférence de presse devait faire l'objet de nombreuses questions. Les travailleurs indiquèrent qu'elle venait de distribuer un tract où elle ne demandait qu'en 6e lieu «la réintégration des ouvriers licenciés», sans même préciser que cette réintégration devait être immédiate et valable pour tous les licen-

ciés. Révéler cela, c'était déjà expliquer son attitude en grande partie... Les ouvriers devaient ajouter que des contradictions visibles minaient la CGT. Ainsi par exemple, vendredi 24 octobre, la CGT a été obligée de diffuser 2 tracts ; le premier, le matin, n'étant diffusé qu'à 200 exemplaires — pour 3 000 salariés. La CGT y niait avoir participé et appelé à participer à la «séquestration violente» du patron, ce qui revenait tout simplement à justifier et à encourager les mesures répressives de la direction ! On comprend en effet que ce tract, qui ne pouvait que susciter l'indignation des travailleurs, n'était pas diffusable très largement sous peine de se discréditer complètement à leurs yeux. Voilà une couleuvre qui était trop difficile à faire avaler !

## Sambre et meuse (St Brieuc)

### ELARGIR LA GREVE

500 travailleurs sont aujourd'hui en chômage technique, ou plus exactement en lock-out, à la suite d'une grève des décocheurs de fonderie.

Ceci se passe à Sambre-et-Meuse, entreprise à très forte influence révisionniste, mais aussi avec un passé de lutte dure (occupation en 1960, grève en 1970, débrayage pour la grève du Joint français).

Les décocheurs de fonderie paralysent depuis près d'un mois la production de l'entreprise. Ils sont 27, et réclament une augmentation de salaire de 1 F de l'heure.

Aujourd'hui rien n'a changé sur les deux positions : le patron refusant l'augmentation, et les décocheurs restant sur la leur ; c'est pourquoi le patron a progressivement mis en «chômage technique» le personnel de l'entreprise.

Dans l'entreprise, deux positions s'affrontent. Celle des communistes marxistes-léninistes qui, immédiatement après les premières mises à pied, appellent dans leur journal local «L'Enclume» à se mobiliser pour soutenir les travailleurs en grève, en posant nos revendications et en se mettant en grève, en restant sur place.

L'autre position est celle des délégués, et c'est la position du P«C»F : récupérer le mouvement, comme à Renault, pour redorer le blason de la CGT et surtout pour permettre au P«C»F de diffuser son fameux «plan de relance» et faire de la propagande pour le Programme commun.

C'est ainsi que, parti d'une minorité d'ouvriers honnêtes dans la lutte pour leurs revendications, comme à Renault, les dirigeants du faux parti communiste essaient de faire de cette grève un exemple. E. Quemper — conseiller municipal et adjoint au maire — et Prual sont venus spécialement à la porte de l'usine, montrer l'intérêt que les travailleurs avaient à voter pour le Programme commun, cela en se servant de la juste combativité des travailleurs.

Ils ont ensuite, par l'intermédiaire du secrétaire de la CGT à Sambre-et-Meuse, demandé à être reçus par la direction de l'entreprise. Par là, ils ont montré le lien étroit CGT-P«C»F en ce qui concerne leur ligne politique antiouvrière.

En outre, en voulant que la grève reste au seul secteur des décocheurs, les dirigeants de la CGT démobilisent les travailleurs en chômage technique, et donc divisent les travailleurs.

Les travailleurs révolutionnaires insistent sur le fait de se mettre en grève (se mobiliser) et poser ses revendications, pour appuyer la grève des décocheurs.

Correspondant HR.

## Besançon: Rencontre des travailleurs en lutte sur l'emploi

### LES PRATIQUES DEMOCRATIQUES

Dès les premières interventions, une première constatation a été faite : le problème ne se présente pas de la même manière dans une grosse boîte et une petite (de même pour les moyens mis en œuvre pour obtenir un rapport de force en faveur des travailleurs). De même, c'est différent lorsqu'il y a un ou plusieurs syndicats, des positions respectives différentes et un rapport de forces particulier entre eux.

La démocratie prolétarienne est systématiquement bafoquée si la direction syndicale est aux mains des révisionnistes (du P«C»F)

#### ENTREPRISES REPRÉSENTÉES

Cette liste est d'ailleurs incomplète du fait que certains sont venus plus tard.

La représentation par entreprise était très variable (moyenne de 2 à 3 délégués). La plus grande partie était constituée de militants CFDT.

Lip, Bourgeois, Compteurs Schlumberger (Besançon — 25), Le compresseur frigorifique, Hospices civils (Lyon — 69), Simca, CIT-Alcatel (La Rochelle — 17), Manuest (Chateaufort — 88), Tanneries d'Annonay (Annonay — 07), Caron-Ozanne (Caen — 14), Laving-glaces (Rennes — 35), ITT Jean-Renaud (Dôle — 39), PTT (Dôle, Paris, Reithel — 08), Usinor (Dunkerque — 59), CIP ex-Bailleul (Marcq-en-Barrois — 62), Innovatis confection (Reithel — 08), Rhône-Poulenc textile (Roanne), Rhône-Poulenc chimie (Grenoble — 38), Isotube, Desombres confection (Lille — 59), Lockheed (Beauvais — 60), imprimeries Chaix (St-Ouen — 93) et Darboy (Montreuil — 93), Aérospatiale (Chatillon — 92), Chausson (Gennevilliers — 92), Interlangues, Epur (urbanisme), BNP, France-Soir, SNCF (Paris), ...

et que celle-ci est majoritaire. Des travailleurs de l'imprimerie Chaix à St-Ouen, de Chausson, Gennevilliers et bien d'autres en ont donné de multiples exemples.

Par contre, ce qui n'était pas clair pour une grande partie des participants, c'est le fait que l'attitude des dirigeants CGT n'est en fait que l'application d'une ligne politique cohérente : celle du P«C»F en France, qui est elle-même similaire de celle de la clique social-fasciste de Cunhal au Portugal (où il a été ministre du Travail et l'auteur des lois antigrèves), de Brejnev en URSS. En URSS, où le P«C»US est au pouvoir, il n'hésite pas à faire tirer sur les ouvriers qui se mettent en grève et manifestent contre la misère et la politique fasciste des nouveaux bourgeois au pouvoir.

Or il est apparu très clairement ici, et les communistes marxistes-léninistes en sont profondément convaincus, que la démocratie prolétarienne (démocratie la plus large pour la classe ouvrière) est un des éléments essentiels pour mobiliser les travailleurs, pour conduire une grève au succès (bien qu'en système capitaliste les succès soient partiels et constamment remis en cause).

La démocratie prolétarienne n'est pas une fin en soi, mais un moyen d'action politique qui doit servir à la lutte pour les justes revendications économiques et politiques. Ce dernier aspect a été beaucoup trop sous-estimé, car la lutte économique seule ne peut pas déboucher sur des succès durables, les deux sont à mener de front.

(A suivre.)



## L'Espagne après Franco (2)

### L'emprise américaine et son déclin

Le franquisme est né et a grandi à l'ombre de l'impérialisme. Des liens étroits unissaient Franco, Hitler et Mussolini, au cours de la dernière guerre mondiale. Dès la libération et surtout à partir des années 1950, l'impérialisme américain prenait la relève en Espagne.

Ce pays, alors plongé dans la misère, l'intéressait à plus d'un titre. D'un point de vue économique tout d'abord, car le sous-sol espagnol est fabuleusement riche : plomb, fer, zinc, cuivre, mercure, manganèse, potasse, y abondent. Progressivement l'essentiel de l'économie espagnole allait passer sous le contrôle américain. En y exportant ses capitaux, l'impérialisme US bénéficiait de l'exploitation féroce de la main-d'œuvre espagnole dont les salaires sont, encore aujourd'hui, parmi les plus bas d'Europe. Très longtemps les monopoles espagnols qui commençaient à se développer allaient rester entièrement dominés par les capitaux US.

D'un point de vue stratégique aussi : pays de l'Atlantique et de la Méditerranée, contrôlant l'accès à l'Europe par son flanc Sud-Ouest, l'Espagne occupe une position clé dans ce continent. Le contrôle américain commença par s'y établir sur les communications et les aéroports. Depuis, les bases militaires s'y sont multipliées, certaines toutes proches de Madrid. Plusieurs d'entre elles abritent des armes nucléaires ainsi que le révélait la perte accidentelle d'une bombe nucléaire US au large de Palomares il y a quelques années de cela.

Dans le contexte de sa rivalité accrue avec la superpuissance soviétique, les USA assignaient à l'Espagne une mission encore plus large dans leur stratégie militaire : celle de tête de pont de l'impérialisme américain en Europe, mais aussi en direction du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord et de l'Amérique latine.

Leur domination était consacrée par les accords yankee-franquistes de 1953 (révisés en 1963, 1970 et tout récemment, en septembre 1975), par

lesquels Franco vendait l'Espagne aux USA, leur conférant des droits exorbitants en échange d'un soutien total à son régime.

Mais depuis plus de dix ans déjà, cet état de choses se modifie. L'économie capitaliste espagnole a connu un développement économique certain qui l'a fait passer au rang de 15<sup>e</sup> producteur mondial, cela, bien entendu, au détriment de la classe ouvrière et des travailleurs espagnols, féroceusement surexploités, et d'une formidable inflation : en dix ans les prix ont augmenté en moyenne de plus de 85 %.

Les monopoles espagnols ont partiellement profité de ce développement et commencent à aspirer à secouer la tutelle pesante de leurs patrons américains. Deux faits précipitent cette évolution. D'abord la crise économique et politique de l'impérialisme US dont l'influence décline partout dans le monde. Ensuite les ouvertures des pays impérialistes ouest-européens qui touchent de plus en plus ouvertement vers les marchés espagnols. Déjà, si les capitaux américains représentent encore 45 % des capitaux étrangers investis en Espagne, ceux des pays membres de la CEE en représentent 50 %. L'Espagne est, par exemple, le 8<sup>e</sup> client et fournisseur de la France.

Mais l'option ouvertement fasciste du régime franquiste hypothèque le rapprochement de l'Espagne et de la CEE. C'est pourquoi, parmi la bourgeoisie dirigeante espagnole, des représentants des monopoles eux-mêmes prêchent de plus en plus ouvertement en faveur d'une «libéralisation» du régime permettant l'insertion du pays dans l'Europe des 9. Des voix se sont même fait entendre, parmi eux et au sein de l'armée, exprimant un point de vue non hostile à l'URSS.

Seuls les «ultras» de la vieille garde fasciste — non représentés au sein de l'actuel gouvernement — et une partie du «Movimiento» s'affirment toujours partisans inconditionnels de la domination sans partage des USA. Leur influence est encore forte, notamment au sein de l'armée, mais décline constamment.

C'est pourquoi les USA eux-mêmes se résignent à cette évolution et envisagent de reporter leur soutien sur la personne de Juan Carlos qui a également les faveurs d'une partie des «pro-européens».

(A suivre — Demain : «La mystification de la "Junta démocratique"».)

### URSS : NOUVEAUX PORTE-AVIONS POUR DES BUTS AGRESSIFS

Le département de la défense américaine révèle que l'URSS est en train de construire son 3<sup>e</sup> porte-avions. Actuellement en chantier à Leningrad, il jagera 45 000 tonnes et portera environ 70 avions.

Les experts militaires considèrent que «le porte-avions est considéré comme le véhicule le plus efficace pour soutenir une influence politique outre-mer».

L'objectif poursuivi par la construction de ces porte-avions soviétiques vise à répondre à la stratégie navale «de proues» — c'est-à-dire d'agression — préconisée par l'amiral Gorshkov, commandant en chef de la marine soviétique. L'URSS envisagerait la construction de 6 bâtiments de ce type, analogue au «Kiev» qui effectue actuellement des essais en mer Noire.

### R.F.A. : UNE NOUVELLE «CHASSE AUX SORCIERES»

Le Parlement allemand vient d'adopter une nouvelle loi excluant les «extrémistes politiques» de tout emploi dans la fonction publique.

Depuis 1972, environ 500 000 candidats à des postes de la fonction publique ont dû attester de leur «fidélité» à la constitution capitaliste allemande. 300 à 400 d'entre eux se sont déjà vu interdire l'accès à un poste dans la fonction publique en raison de leurs opinions politiques. Certains se sont vu reprocher pour cela des faits remontant à plusieurs années, notamment à la période du développement de l'opposition étudiante antiparlementaire, de 1966 à 1968. C'est ainsi qu'un employé des services du gaz et de l'électricité de Cologne a été licencié parce qu'il vit avec la sœur d'un des dirigeants du «groupe Baader».

Il est vrai qu'il n'y a pas si longtemps, dans notre propre pays, un certain Tomasi appelait à l'épuration dans les rangs de la fonction publique, et notamment de l'éducation nationale et de la magistrature, de tous les opposants du régime.

### LES PAYS EXPORTATEURS DE FER S'ORGANISENT

Neuf pays ont mis sur pied une nouvelle organisation appelée Association des pays exportateurs de minerai de fer (APES) pour exiger des prix équitables. L'Association regroupe l'Algérie, l'Australie, le Chili, l'Inde, la Mauritanie, le Venezuela, le Pérou, la Sierra Leone et la Tunisie. La Suède et le Brésil ont promis de s'y joindre dans un proche avenir.

### INDE : NOMBREUSES ARRESTATIONS

En application des mesures d'exception dont le gouvernement dispose en période d'«état d'urgence», les arrestations se multiplient en Inde, dans les milieux d'opposition à la politique réactionnaire et pro-soviétique d'Indira Gandhi.

Mardi, 56 personnes ont été arrêtées dans le seul Etat de Maharashtra. Depuis la proclamation de l'«état d'urgence» le 26 juin dernier, le gouvernement se refuse à publier toute information sur le nombre des prisonniers politiques, estimés par les observateurs étrangers sur place à plusieurs dizaines de milliers. Les premiers frappés sont les militants du Parti marxiste-léniniste combattant la soumission de leur pays au social-impérialisme russe qui le pille sans vergogne.

## NOUVEL ESSAI NUCLEAIRE CHINOIS

### Un événement réjouissant

Le nouvel essai nucléaire auquel la Chine a procédé lundi dans le désert du Sinkiang où se trouve son polygone de tir de Lopnor, est le 17<sup>e</sup> depuis le 16 octobre 1964, date du premier essai d'une bombe atomique chinoise.

Nous nous réjouissons vivement de celui-ci alors que nous venons de condamner formellement les récents essais nucléaires soviétiques, comme celui que les USA viennent d'effectuer au Nevada. Pourquoi ? Parce que ces deux derniers sont au service de la politique agressive des deux superpuissances dont la rivalité amènera tôt ou tard une 3<sup>e</sup> guerre mondiale. Parce que, dès maintenant, elles se servent de la possession de l'arme atomique comme d'un moyen de pression et de chantage contre tous les autres peuples du monde auxquels elles entendent, par ailleurs, interdire l'accès à l'arme nucléaire dans un but défensif. Rappelons-nous aussi que si les deux superpuissances ont signé, il y a deux ans, un nouveau chiffon de papier par lequel elles s'engageaient à ne pas utiliser l'arme contre l'autre l'arme nucléaire, elles se sont toujours refusé à prendre le même engagement vis-à-vis des autres peuples du monde.

La politique de la République populaire de Chine est tout autre. C'est celle d'un Etat socia-

liste qui pratique l'internationalisme prolétarien et non une politique de grande puissance prétendant à la domination du monde entier ! La Chine ne ment pas aux peuples du monde comme le font les deux supergrands qui prêchent la «désente» en poursuivant une fiévreuse et folle course aux armements.

Au contraire, elle attire sans arrêt l'attention des pays et des peuples sur la menace de guerre que la rivalité soviéto-américaine fait peser sur le monde entier et les invite à s'y préparer. Elle soutient que les petits pays et les moyens pays, eux aussi, ont droit à l'arme nucléaire pour assurer leur défense tant que les supergrands armés jusqu'aux dents ne donneront pas l'exemple du désarmement et ne renonceront pas à leurs visées agressives.

Enfin la Chine est le seul Etat au monde détenteur de l'arme nucléaire à avoir pris publiquement et solennellement l'engagement, devant les peuples du monde, de ne jamais utiliser la première l'arme nucléaire, acceptant par là même le risque de recevoir le premier coup. Elle témoigne ainsi de façon éclatante de sa volonté de paix et de la nature strictement défensive de ses armes nucléaires qui sont un gage de paix, d'indépendance et de sécurité pour tous les peuples de la planète.

## Le P.C.F. : Une affaire qui marche ! (1)

Les ouvriers marxistes-léninistes d'ALSTHOM à SAINT-OUEN ont fait une petite brochure d'une douzaine de pages ronéotée sur le P.C.F., et plus précisément sur les « affaires » menées par les dirigeants du P.C.F. dans les comités d'entreprises, dans les municipalités qu'ils contrôlent, les sociétés qui appartiennent au P.C.F.

Dans cette excellente brochure des ouvriers révolutionnaires s'adressent à leurs frères de classe pour expliquer quelle est la vraie nature des dirigeants du P.C.F. Nous commençons à reproduire le contenu de cette brochure et continuerons au cours de plusieurs numéros.

Depuis de nombreuses années et, tout particulièrement depuis le mouvement de masse de mai 68, de plus en plus d'ouvriers et de travailleurs se sont opposés au P.C.F.

A chaque lutte que la classe menait pour défendre ses intérêts contre le système capitaliste, le P.C.F. se trouvait sur son chemin. Non pas pour la guider en avant. Bien au contraire !

- Quels objectifs poursuit le P.C.F. ?

- Quels intérêts poursuit-il ?

- Quelle classe sociale sert-il ?

Voilà les questions que se posent de plus en plus de travailleurs.

Le P.C.F., certes, a été autrefois un parti révolutionnaire. Mais, il ne l'est plus depuis déjà longtemps. C'est un parti qui s'est embourgeoisé, qui s'est laissé acheter de mille et une manières par la bourgeoisie.

Dans les pays capitalistes développés, la bourgeoisie essaie de corrompre le mouvement ouvrier, d'intégrer les organisations ouvrières dans le système capitaliste. Elle utilise le bâton pour effrayer, intimider et pour réprimer. Et, si les chefs ouvriers se laissent intimider par ces menaces, elle sait leur jeter quelques miettes pour les attacher au système capitaliste.

Dans tous les pays industrialisés, étant donné le nombre et la force de la classe ouvrière, la bourgeoisie développe cette corruption. Tirant des profits fabuleux des colonies, du pillage des matières premières, etc., elle utilise « les miettes de sa grande table » pour détruire le mouvement ouvrier de l'intérieur. Le grand révolutionnaire communiste Lénine écrivait au début du siècle :

« Cette couche d'ouvriers embourgeoisés ou de "l'aristocratie ouvrière" entièrement petits-bourgeois par leur mode de vie, par leurs salaires, par toute leur conception du monde... est de nos jours le principal soutien social (pas militaire) de la bourgeoisie. Car ce sont de véritables agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, des commis ouvriers de la classe des capitalistes, de véritables propagateurs du réformisme et du chauvinisme ».

### L'ARISTOCRATIE OUVRIÈRE

La bourgeoisie a pu, à prix d'argent, détacher et isoler de la masse de la classe ouvrière, une partie des ouvriers les plus qualifiés (l'aristocratie ouvrière, en la faisant accéder à des emplois plus aisés et mieux payés).

Les gros salaires, les faveurs et les avantages qu'elle tire par-ci, par-là, ont amené cette aristocratie à se couper graduellement de la classe ouvrière et à devenir une cinquième colonne de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier. Car, l'aristocratie ouvrière sait que les privilèges qu'elle a, elle ne peut les garder sans l'aide de la bourgeoisie.

Lorsque la bourgeoisie n'est pas en période de crise économique, elle fait grossir les rangs de cette aristocratie de différentes manières :

- en augmentant artificiellement le nombre de qualifications ;

- en provoquant de fortes différences de salaire entre les simples ouvriers et les ouvriers les plus qualifiés ;

- en donnant à ces ouvriers plus qualifiés des fonctions et des postes de responsabilités dans le secteur de la production ou ailleurs.

Lorsqu'on regarde les revendications défendues par le P.C.F. à l'intérieur de la CGT, on s'aperçoit justement qu'elles vont dans le sens des intérêts de l'aristocratie ouvrière :

- Les augmentations en pourcentage qui donnent davantage aux plus hauts salaires.

- La défense de la hiérarchie capitaliste.

Le P.C.F. refuse de dénoncer le rôle de la hiérarchie capitaliste. Pour lui, « de l'ouvrier au directeur, tous sont des salariés » ; ou encore, il veut nous faire croire que du « manoeuvre à l'ingénieur, tous sont pareils » !

Le P.C.F. refuse de dénoncer le rôle de l'encadrement dans le système capitaliste, sa fonction sociale, qu'il est un des rouages du patronat. Il sert ainsi les intérêts des aristocrates ouvriers, qui aspirent à devenir chef, à se distinguer de la masse pour la dominer.

Ainsi, plusieurs chefs à l'Alsthom sont d'anciens délégués. Bradant les intérêts de la classe ouvrière, ils utilisent leur fonction de délégué ou de militant syndical comme une monnaie d'échange contre un poste plus élevé, plus tranquille, mieux payé.

En fait, ils ont le même sentiment de supériorité que les bourgeois, face aux peuples anciennement colonisés.

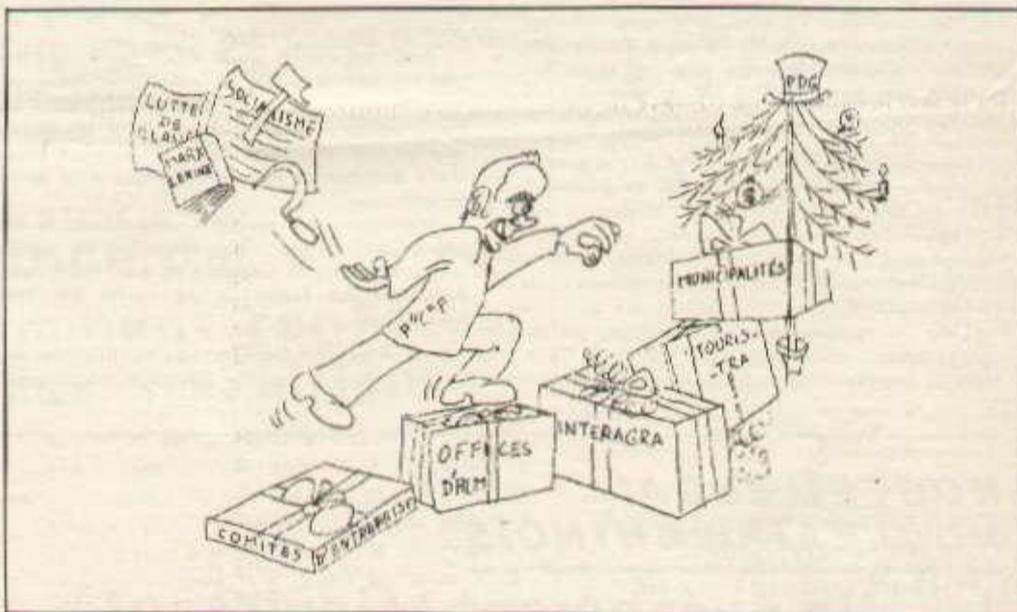
Ils n'acceptent pas que les travailleurs immigrés réclament l'égalité des droits. C'est pourquoi, ils développent le racisme soit de manière sournoise, soit de manière ouverte.

### LE P.C.F. :

#### UN TRUST A SUCCURSALES MULTIPLES !

Ce mouvement d'embourgeoisement d'une petite fraction de la classe ouvrière et d'autres catégories de travailleurs s'est, en France, accentué après la deuxième guerre mondiale.

Les miettes que la bourgeoisie a jeté à l'appareil bureaucratique du P.C.F., à l'aristocratie ouvrière, sont devenues des sommes de plus en plus rondelles. L'intervention du P.C.F. (et des organisations qu'il domine) dans la vie politique est chose connue. Mais, ce qui reste beaucoup plus caché, c'est son infiltration dans la vie économique. Nous citerons quelques cas, parmi les plus connus : Les municipalités avec tout l'argent qui tourne autour, des offices d'HLM qui dépendent de ces



- Le chauvinisme et le racisme. Les déclarations chauvines et racistes et, surtout, les attitudes et pratiques racistes sont monnaie courante dans cette aristocratie ouvrière. Et la plupart des membres du P.C.F. en sont imprégnés.

Le chauvinisme et le racisme permettent d'amener la division dans la classe ouvrière et le P.C.F. est passé maître dans l'art de la division !

Par exemple, des membres du P.C.F. (avec leurs « zélus ») demandent qu'il n'y ait pas « trop d'immigrés » dans les communes ouvrières. Pour eux, un immigré n'est même pas libre d'habiter où il veut, dans la commune qui lui plaît. L'immigré n'a pas les mêmes droits, ni les mêmes besoins qu'un ouvrier français. Voilà les idées qu'ils propagent et qu'ils mettent en pratique. On le voit bien au CE : refus de payer les 100 F d'aide aux voyages pour tous les immigrés ; par contre, 43 millions d'AF sont utilisés pour financer « Tourisme et travail ».

Tout comme des bourgeois, ils surexploitent eux aussi les travailleurs immigrés pour arroser toujours plus l'aristocratie ouvrière !

municipalités, des foyers de jeunes travailleurs qui paient 400 à 500 F la chambre, les sociétés qui effectuent des travaux pour ces municipalités, des bureaux d'études, d'architectes, d'avocats, des sociétés de construction, etc.

Les sociétés qui appartiennent au P.C.F. : maisons de presse, d'éditions, etc., sont devenues de véritables entreprises commerciales (livres édités sur papier de luxe - livres d'Aragon - vendus plus de 1 000 F, etc.) et permettent à la bureaucratie du P.C.F. de « vivre » comme n'importe quel capitaliste. Et, en plus les sociétés d'import-export avec les pays de l'Est qui rapportent de nombreuses « commissions » pour cette bourgeoisie du P.C.F. : rappelons que le milliardaire Doumeng, président de « Intégrara » (coopérative d'import-export avec les pays de l'Est) est membre du Comité central du P.C.F.

Par ces multiples moyens de corruption, la bourgeoisie impérialiste française, dans sa volonté de désagréger le mouvement ouvrier, a créé une nouvelle fraction bourgeoise : la bourgeoisie bureaucratique révisionniste.

## DEFEND-ON LES TRAVAILLEURS OU LE PROGRAMME COMMUN ?

Dans notre article de l'H.R. N° 350 du 18.10.75, nous rendions compte de l'occupation du siège de la COMSIP-Entreprise à Rueil par les travailleurs menacés de licenciement (750).

Conscients des obstacles qu'ils ont à surmonter, les travailleurs demandent la création d'un comité de soutien. Ils ne peuvent l'obtenir à Rueil où règne le fameux comité intersyndical de coordination (où la CGT est majoritaire).

Par contre à Montesson, la situation est différente : dès le début, les travailleurs sont représentés par un comité de grève, souverain, regroupant CGT, CFDT et non-syndiqués. Ce comité de grève provoque une réunion pour la création d'un comité de soutien. Il invite donc aussi la CGT et le P«C»F. La réponse se fait attendre et estomaque les travailleurs : en fait l'UL-CGT de Chatou convoque de son côté la CGT, la CFDT, le P«C»F et le PS (au niveau du secteur géographique), le même jour, à la même heure, dans la même ville — mais sans les «emmerdeurs» comme ils disent.

Le comité de grève ne capitule pas et fait partir les convocations aux organisations : UL CFDT, UL CGT, sections syndicales CGT et CFDT des grosses entreprises, PS, P«C»F, PLC, LCR, Humanité-Rouge, divers syndicats de famille, le SNES, le SNI.

Le mardi 22, à 21 heures, à la mairie de Montesson se réunissent donc les organisations invitées par le comité de grève, elles sont toutes là sauf le P«C»F et les UL CGT (le PS enverra des représentants aux deux réunions). Après l'historique de la situation de la boîte, les travailleurs expliquent leur grève, et définissent les tâches du comité de soutien : populariser la lutte des travailleurs de la COMSIP, apporter un soutien humain et matériel, centraliser les collectes, toutes les décisions, projets de tracts, seront soumis aux travailleurs qui seront seuls juges de leur opportunité.

A ce moment le PS intervient attirant l'attention sur le fait que la création d'un tel

comité, dans de telles conditions et avec les organisations qui le composent, le mettait dans une situation délicate vis-à-vis de ses partenaires du Programme commun, et demandait aux travailleurs de bien comprendre son problème et d'en tenir compte. Ce fut un tollé général pour dire que si nous étions réunis dans cette salle c'était pour soutenir les travailleurs, nous mettre à leur disposition, et non pour soutenir le Programme commun.

Le lendemain les grévistes partisans du comité de soutien, contactèrent les grévistes CGT. Un délégué CFDT s'entendit répondre par un délégué CGT, arborant un petit sourire ironique, que celui-ci n'avait pas de temps à perdre ! Pas de temps à perdre quand il s'agit de mettre tout en œuvre pour défendre les travailleurs et rendre leur lutte victorieuse ! Il faut avoir une certaine dose de cynisme.

Il est bien évident que la direction syndicale de la CGT Rueil ne pouvait admettre un tel comité et que la réponse fut non.

Le comité de grève de la COMSIP Montesson jugea qu'il fallait qu'une des deux organisations (P«C»F ou PS) participe à ce comité de soutien sinon il ne serait pas viable.

C'était dès ce moment rendre le PS maître de la situation, et il ne manqua pas d'en profiter à la réunion du mercredi, où il saborda littéralement le comité de soutien, se retranchant derrière l'argument subtil que c'était à l'intérieur que les travailleurs en lutte à la COMSIP devaient prendre les décisions et être souverains (c'est-à-dire pour Rueil le comité intersyndical de coordination où l'UGICT-CGT\* est majoritaire), c'était de fait travailler à la division des travailleurs en lutte.

En fait les travailleurs de la COMSIP, comme beaucoup d'autres travailleurs en lutte, ont très bien senti que cette lutte se déroulait sur un terrain politique et qu'avant toute chose c'était une tentative de récupération pour le Programme commun, et nombreux ont été les travailleurs à la COMSIP pour déclarer que maintenant ils ne voteraient plus «Programme commun», ils ont très bien compris que cette politique est une politique bourgeoise et pas une politique de lutte de classe.

Les travailleurs doivent prendre en main leur lutte. C'est la solidarité des travailleurs et leur combativité qui instaurera un rapport de force pour la victoire et non des organisations se servant des luttes des travailleurs pour se faire de la propagande.

Conforter les travailleurs dans l'idée que seul le faux parti communiste français ou le PS peuvent faire aboutir les revendications c'est tromper, démobiliser la classe ouvrière.

Même si quelques organisations politiques bourgeoises essaient de diviser les travailleurs, il ne faut pas se décourager, car ce phénomène amène une rapide prise de conscience chez les travailleurs sur la vraie nature de ces prétendus défenseurs des travailleurs.

Ils se rendent compte de plus en plus qu'exploités par la bourgeoisie au pouvoir ou exploités par une autre fraction de la bourgeoisie ils seront toujours exploités, et ils en ont marre d'être exploités, et ils sauront trouver, guidés par le véritable parti de la classe ouvrière, le chemin pour que cesse la société d'exploitation de l'homme par l'homme.

Correspondant H.R.

\*UCICT-CGT : Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens de la CGT.



## LENINE EN OCTOBRE 1917

Résumé : L'ouvrier Kolka, membre du Parti bolchevik, chauffeur du camion qui emmène les militaires qui doivent arrêter Lénine, réussit à retarder leur avancée. Les militaires réactionnaires se précipitent sur Kolka, celui-ci se défend vigoureusement, mais il est tué.



87) Ayant entendu cela, le lieutenant Kiriline fait faire demi-tour aux sergents qui se précipitent. A mi-chemin, ils rencontrent une escorte de cavaliers, le lieutenant Kiriline dit quelques mots au chef de cette escorte, il saute sur un cheval et conduit en galopant les cavaliers vers le quartier Vyborg, où habite Lénine.



88) Lénine chez lui avait attendu plus de 15 minutes. Ne pouvant plus attendre, il insiste pour aller tout de suite à l'Institut Smolny. Vassili laisse Lénine s'arranger un peu pour changer son apparence et tous les deux descendent de l'immeuble.



89) A la sortie, Vassili prie Lénine d'attendre un peu. Lui-même sort d'abord. Le deuxième espion qui surveillait près de la porte voit sortir Vassili, il s'approche en pointant son pistolet sur Vassili. Celui-ci se retourne violemment et saisit avec force le pistolet, et d'un coup de poing fait tomber l'espion.



90) Voyant l'espion assomé, Vassili prie Lénine de bien vouloir sortir. Les deux hommes se précipitent vers le poste de commandement de la Révolution, c'est-à-dire vers l'Institut Smolny.

### SOCIETE RENNAISE DU MEUBLE

#### La CGT licencie

Prétextant des «difficultés économiques», le patron de la Société rennaise du meuble au Rheu, après avoir ramené la semaine de travail à 36 heures pour tous les ouvriers, vient de prendre une nouvelle mesure contre les travailleurs : le licenciement de 7 d'entre eux, dont celui d'un délégué CFDT, représentant au comité d'entreprise.

Conformément à la loi, le C.E. a voté.

Et alors... les trois délégués CGT ainsi que le délégué CGC ont voté pour le licenciement du camarade CFDT, le jetant au chômage.

CGT, CGC, patrons main dans la main.

Une nouvelle trahison qui ne peut que confirmer la volonté de la CGT d'empêcher les luttes classe contre classe des travailleurs.

Une nouvelle trahison qui nous donne une idée de l'«Unité» syndicale que veulent nous imposer les dirigeants P«C» de la CGT.

Correspondant HR

## NOUVELLES MODIFICATIONS DE LA LEGISLATION MATERNITE DE LA SECURITE SOCIALE

En apparence anodines, et de ce fait passées inaperçues, les nouvelles modifications apportées à la législation maternité de la Sécurité sociale viennent encore rogner les droits des travailleurs et plus particulièrement des femmes qui travaillent.

Jusqu'à présent, la Sécurité sociale délivrait un carnet de maternité à la future mère si elle pouvait justifier de 200 heures de travail dans les 3 mois qui précédaient la date présumée de conception (9 mois avant la date prévue de l'accouchement).

Ce carnet donnait droit aux soins de maternité gratuits et (pour la femme qui travaille) aux indemnités journalières (congé maternité de 42 jours avant l'accouchement et 56 jours à partir de l'accouchement).

Or aujourd'hui, le carnet de maternité ne donne droit qu'aux soins gratuits. Pour bénéficier du paiement du congé maternité, il faut avoir effectué 200 heures de travail dans les 3 mois qui précèdent le congé lui-même, soit à peu près 7 mois plus tard que selon l'ancienne formule.

Apparemment on ne fait que reculer la date à laquelle est examiné le droit au congé maternité puisque les conditions pour l'obtenir sont les mêmes.

En fait si l'on prend un exemple on s'aperçoit que cette «légère modification» est faite pour entamer les droits des travailleurs.

Avec l'ancien système, une femme dont l'accouchement était prévu pour le 1er

septembre 75 par exemple devait justifier de 200 heures de travail avant le 1er janvier 75. Une fois cela fait, elle avait droit au congé maternité et pouvait donc arrêter provisoirement son travail entre le 1er janvier et le début du congé maternité sans que ses droits soient remis en cause.

Aujourd'hui plus question. Une femme dont la date de début de grossesse est le 1er octobre 75, doit normalement accoucher vers le 1er mai 76. Elle devra alors avoir travaillé 200 heures pendant les 3 mois de décembre 75, janvier et février 76. Donc plus question de s'arrêter (sauf pour maladie, les indemnités journalières de maladie étant assimilées à des jours de travail) dans les derniers mois de la grossesse.

Voilà comment on règle les problèmes des mères de famille dans notre société. Si en bute à quelque problème, elles doivent s'arrêter pendant leur grossesse, elles risquent de perdre leur droit au congé maternité.

Mme Simone Veil n'a pas protesté que je sache. Pas plus d'ailleurs que Jacqueline Derivilly Lambert, secrétaire de la CGT, qui enfourche le cheval révisionniste de «la défense de la Sécurité sociale» (de l'institution bien sûr), proposant une «gestion démocratique» dans le cadre du système capitaliste.

Un guichetier  
de la Caisse primaire centrale  
d'assurances maladies de  
la région parisienne

## La nouvelle politique des salaires en URSS...ou comment renforcer l'exploitation des travailleurs

Dans son numéro de mars 1975, la revue révisionniste «Economie et Politique» donne d'intéressantes précisions sur la réforme en cours des salaires en URSS (1). Est-ce naïveté ou dégenérescence totale chez l'auteur de cet article ? Celui-ci ne craint pas en effet de conclure en affirmant que la réforme conduit à «une maîtrise supérieure des travailleurs sur leur travail et sur ses résultats», alors qu'il fournit de nombreux exemples qui prouvent exactement le contraire et qui démontrent qu'en URSS aujourd'hui la nouvelle bourgeoisie renforce sans cesse les mécanismes d'exploitation de la classe ouvrière ? Qu'on en juge plutôt.

P. Grevet nous apprend ainsi qu'en URSS 65 % des revenus salariaux sont distribués sous forme de salaires tarifés. Le reste, 35 % est réparti sous forme de primes diverses, financées en partie sur le fameux «fonds de stimulation matérielle» créé en 1966. Les nouveaux bourgeois de la société soviétique sont les principaux bénéficiaires de ces primes. De ce fait, les écarts des revenus réels sont énormes. Notre révisionniste parle d'un écart de 1 à 4 entre le revenu de l'ouvrier le plus qualifié et celui du directeur d'une grande entreprise (2).

Développement des stimulants matériels, transformation de la force de travail en mar-

chandise, tout cela n'est pas très nouveau. On le savait. Mais l'auteur nous en apprend plus. Il fait bien apparaître que la nouvelle bourgeoisie soviétique est d'une rapacité qui n'a rien à envier à celle de son homologue occidentale. La devise de cette bourgeoisie est : «Comment extorquer toujours plus de profits sur le dos de la classe ouvrière ?» La réponse est fournie dans l'article cité.

Avant 1956 en URSS, lorsque des économies en temps de travail étaient réalisées, les travailleurs en bénéficiaient solidairement par l'intermédiaire d'une baisse de prix, les salaires restant stables. P. Grevet écrit pudiquement : «Cette politique a été abandonnée car elle n'encourageait pas ceux qui réalisaient des augmentations de productivité». Autrement dit, dès cet époque, on a tourné carrément le dos au socialisme en mettant les travailleurs en concurrence mutuelle et en exaltant la recherche du profit et de l'intérêt personnel.

(A suivre)

(1) P. Grevet : «La Politique des salaires en URSS» ; *Economie et Politique*, No. 248, Mars 1975.

(2) L'auteur est peut-être courageux, mais pas téméraire : il n'ose même pas prendre comme base de sa comparaison la rémunération de l'ouvrier non qualifié. Ce doit être édifiant !

### PLAN DE RELANCE : LA SUPERCHERIE

Le quotidien économique «Les échos» révèle en ce début de semaine la supercherie du financement du plan de relance giscardien du début de l'automne.

Les 30 milliards réinjectés dans l'économie par l'État ne sont en fait que l'équivalent de la dette publique permanente de l'administration envers ses divers fournisseurs : soit 7 milliards de francs équivalant aux retards de paiements des ministères et 13 milliards équivalant à ceux des collectivités. Pour les 10 milliards qui restent chacun sait qu'il ne s'agissait en fait que d'un simple report d'échéances fiscales pour certaines catégories d'entreprises.

Le caractère démagogique du «plan de relance» apparaît dans toute sa clarté, et l'on comprend mieux ainsi que celui-ci n'ait pas été l'objet d'un grand enthousiasme de la part des patrons de la finance et de l'industrie. Ceyrac en tête...

### LA SEMAINE D'ACTION CFDT-FGA DES OUVRIERS ET SALARIES DE L'AGRICULTURE

A l'appel de la CFDT-FGA, les travailleurs de l'agriculture — ouvriers agricoles, salariés d'entreprises agro-alimentaires et autres services para-agricoles — ont participé du 20 au 26 octobre à une semaine d'action sur le plan national. Le but était de mobiliser ces travailleurs dont les revendications spécifiques et générales sont nombreuses, en vue de les faire aboutir. Le chômage s'étend, les conditions de travail sont de plus en plus mauvaises, la loi des 40 heures n'est pas appliquée et la répression syndicale se poursuit (40 militants CFDT licenciés en quelques mois).

Cette semaine d'action a été marquée de nombreuses grèves dans plus de trente départements et par des meetings ou manifestations à Vannes, Rodez, Nantes, Besançon, Confalens, etc.

En Maine-et-Loire plus de mille ouvriers de l'horticulture se sont mis en grève pour la troisième fois en octobre.

Cette semaine a permis d'engager un mouvement d'ampleur et doit préparer des actions multiples prochainement.

### REGION PARISIENNE

#### Fortes augmentations des demandes d'allocations chômage, mais très peu sont satisfaites...

Le bulletin mensuel des ASSEDIC du mois d'octobre vient de publier un certain nombre de chiffres concernant les demandes d'allocations chômage de la région parisienne au mois de septembre.

2 8026 nouvelles demandes ont été enregistrées, soit 58 % de plus qu'en août 75 et 63 % de plus qu'en septembre 1974.

Malgré cette forte augmentation du nombre des demandes, il apparaît que seulement 3,9 % ont pu être bénéficiaires de l'allocation chômage.

Voilà bien là l'illustration du régime d'exploitation contre lequel luttent l'ensemble des travailleurs : exploités avec des cadences infernales pendant les périodes d'expansion du capitalisme, et jetés à la rue sans le sou lorsque la crise éclate.

Les chiffres publiés par le bulletin indiquent également que la classe ouvrière est la plus touchée par le chômage. Il est noté une augmentation de celui-ci de plus de 100 % pour la classe ouvrière par rapport à septembre 1975, et de 80 % pour les employés, 74 % pour la maîtrise et 53 % pour les cadres.



## QUELQUES IDEES SUR LE SPORT

Nous sommes quelques-uns à nous retrouver pour regarder de temps en temps à la télévision les matches de football et autres sports qui pour la plupart sont des excellentes illustrations du règne du capitalisme pourrissant sur le sport.

Le principe socialiste «Amitié d'abord, compétition ensuite» pratiqué par nos camarades chinois et albanais, ainsi que par nombre d'amis du tiers monde, n'est certainement pas un principe de la France, ni d'ailleurs de l'URSS social-impérialiste, à en juger par la corruption qui règne chez les joueurs et leurs dirigeants.

En France, comme dans tous les pays capitalistes, le sport, à commencer par les sportifs eux-mêmes, se vend bien, et dans un stade tous les coups sont permis pour empocher la prime de victoire ou augmenter les recettes du stade par l'achat de «belles vedettes».

Le sport bien sûr fonctionne avec «l'aide» de grandes firmes capitalistes qui étalent partout leurs marques, symboles d'exploitation ou de licenciements pour les uns, de réussite financière pour les autres.

Dans d'autres secteurs, c'est le grand nageur M. Spitz qui, pour avoir brandi sa paire de chaussures de marque sur le podium, se fait grassement payer ; c'est la prime «Perrier» ou «Orangina» qui récompense le cycliste, même dit «amateur», premier de

la course patronnée par une autre marque ou un journal ultra-réactionnaire qui licencie ses ouvriers à tour de bras et les réprime : le «Parisien libéré» qui finance le Tour de France.

L'argent, la corruption, la concurrence, la médiocrité et l'incorrection règnent en maîtres sur tous les sports appelés encore «noble engagement physique» !

Dimanche 19 au soir, la première chaîne de l'ex-ORTF nous a offert le spectacle affligeant de ce pourrissement : la rencontre France-RDA. Toute la durée du match, les joueurs français se sont manifestés par leur antijeu ; leur incorrection pourtant générale dans le football que nous connaissons, fut d'autant plus évidente qu'ils ne furent jamais capables de jouer collectivement et avec ardeur.

Les commentaires sur le match furent à son image : nationalistes, chauvins et corrompus.

Il reste à dire que cette pourriture qui marque le sport aujourd'hui dans notre pays comme dans des pays de l'Est ne gagne certes pas tout le monde. La preuve : cette photo parue dans notre quotidien montrant une équipe de rugby au début d'un match saluant la lutte des révolutionnaires espagnols et basques du FRAP et de l'ETA et soutenue par une foule respectueuse.

Des lecteurs de Lille.

## Les lecteurs ont la parole

«Vous ne convaincrez personne avec des injures», c'était le thème d'une lettre d'un de nos lecteurs, adhérent de la CFDT, à la suite d'un article sur le congrès de l'UIS-CFDT de Montpellier, paru dans le numéro daté du 21 octobre du quotidien. Nous avons publié cette lettre en page 7 dans notre numéro 353, daté du jeudi 23 octobre, en appréciant positivement son contenu.

La discussion se poursuit : nous publions aujourd'hui la lettre d'un syndicaliste «responsable» dans la CFDT qui donne son point de vue sur la question abordée.

«S'appuyer sur les idées justes qui sont dans les masses», c'est un principe fondamental pour une pratique syndicale au service des intérêts des travailleurs, c'est-à-dire placée sur une juste ligne de classe.

Or le désir profond d'unité, la conscience immédiate de sa nécessité qu'en ont les travailleurs dans les boîtes, est une idée juste. Car la victoire de la classe ouvrière sera bien assurée par son unité, patiemment construite. C'est dire que notre attitude, à tous les niveaux où nous sommes, doit être CORRECTE vis-à-vis d'autres camarades du syndicat dont le seul «tort» est d'être influencés par les idées révisionnistes. Je suis donc pleinement d'accord avec le «lecteur adhérent à la CFDT» pour être certain que ce ne sont pas les injures qui convaincront ces camarades égarés. Il suffit d'avoir une claire vision de ce qui se passe effectivement dans les entreprises pour le savoir. A moins de choisir l'isolement et l'absence de liaison aux masses !

Je voudrais cependant nuancer la sévérité de la lettre de notre lecteur. Personnellement «monté» dans la «hiérarchie» syndicale récemment, j'ai assisté à quelques congrès, conseils, voire bureaux fédéraux. Et je me suis souvent posé la question suivante : qu'en penseraient des camarades de la base ? N'auraient-ils pas, eux aussi, la tentation de brandir l'injure tant est le plus souvent énorme le fossé qui sépare le militant de base et les structures ! Car le copain qui mène une lutte at-

tend beaucoup de son organisation, il est exigeant et il est en droit de l'être. Force est de dire qu'il est souvent déçu — et qu'un gars déçu a bien envie «d'aller à la pêche».

Ceci étant, camarades de Montpellier, camarade lecteur, n'est-il pas vrai qu'on a le syndicat qu'on se donne ?

Replaçons donc nos tâches par rapport à notre responsabilité de militant : donner aux travailleurs l'outil dont ils ont besoin. Chassons le sectarisme, le dogmatisme ; n'oublions pas de commencer par balayer devant notre porte. Bannissons les injures : certains pourraient penser qu'elles sont le reflet de notre ligne...

J'en profite d'ailleurs pour remercier l'Humanité Rouge de nous aider à lancer le véritable débat de l'heure, dans nos syndicats : CFDT ou CGT — celui de l'unité à la base, dans l'action, sur une base de classe. C'est d'ailleurs un débat qui dépasse les frontières syndicales et intéresse tous les travailleurs, syndiqués ou non.

Camarade lecteur, tu as raison (encore !) de rappeler que l'unité qui se fait est souvent imposée par les travailleurs. Ceci à travers une lutte de lignes, ligne de trahison contre ligne prolétarienne, qui traverse aussi bien la CGT que la CFDT : la lecture de la lutte à la COMSIP l'illustre parfaitement (HR du 18 octobre).

Un «responsable» CFDT.

### QUELQUES NOUVEAUTÉS...

#### AUX LIBRAIRIES

##### LES HERBES SAUVAGES

70, rue de Belleville  
75020 Paris

##### LA FORCE DU LIVRE

33, rue René-Leynaud  
69001 Lyon

John Reed :	LE MEXIQUE INSURGE 326 p. — 30 F.
Israël Shahak :	LE RACISME DE L'ÉTAT D'ISRAËL 283 p. — 39 F.
Jean Chesneaux :	LA CHINE — 1921-1949 (tome 3) 38 F.
Suzanne Bernard :	LE TEMPS DES CIGALES 35 F.
Colloque d'Abidjan :	LA CIVILISATION DE LA FEMME DANS LA TRADITION AFRICAINE. 606 p. — 75,50 F.
Baudelot/Estabiet :	L'ÉCOLE PRIMAIRE DIVISE 12 F.
H. Desbrosses :	LE MOUVEMENT DES MASSES OUVRIÈRES EN FRANCE ENTRE LES DEUX GUERRES D'APRÈS LA "VIE OUVRIÈRE" (tome 1 — 1919-1928) 110 p. — 24 F.

#### BULLETIN D'ABONNEMENT (ÉCRIRE EN MAJUSCULES LA TOTALITÉ DU BULLETIN)

NOM .....

PRENOM .....

ADRESSE .....

	Pli ouvert	Pli fermé
1 mois	<input type="checkbox"/> 32 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 180 F
6 mois	<input type="checkbox"/> 190 F	<input type="checkbox"/> 360 F
Soutien	<input type="checkbox"/> 300 F	<input type="checkbox"/> 500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE N° 30 226-72 — La Source

## La «junte démocratique» et Juan Carlos

José Luis de Vilallonga, le porte-parole de la «junte démocratique» espagnole, regroupant le faux parti communiste d'Espagne de Carrillo et des monarcho-fascistes notoires, a tenu mardi une conférence de presse à Paris. Il a notamment souligné que la junte à long terme considéré qu'il était possible de s'entendre avec l'héritier désigné par Franco, Juan Carlos, «en raison du libéralisme qu'il avait affiché en quelques occasions». Ceci montre le vrai visage de cette «junte» prête à pactiser avec la créature que Franco pour s'opposer aux luttes révolutionnaires des peuples d'Espagne. Il a encore indiqué que l'attitude vis-à-vis de Juan Carlos faisait l'objet de divergences avec la «convergence démocratique» regroupant socialistes et certains monarchistes. Il est

vrai qu'il y a quelques jours encore, Carrillo le chef de file des faux communistes espagnols déclarait qu'il était prêt à s'entendre avec Juan Carlos si celui-ci s'engageait à organiser des élections en Espagne, sous l'œil de la garde civile et de l'État fasciste bien entendu.

A souligner d'ailleurs que tout ce beau monde maintient entre ses différentes familles politiques des contacts fréquents.

C'est ainsi par exemple qu'un membre de la junte démocratique le comte de Barcelone, Don Juan, dont Carrillo a dit qu'il devrait être le roi «si le peuple espagnol se prononçait pour la monarchie» (sic) reste en contact téléphonique permanent avec Don Juan Carlos.

### SAHARA OCCIDENTAL :

#### «EL MOUDJAHID» DÉNONCE LA «MARCHE» D'HASSAN II

«La tension créée autour du Sahara occidental a pour cause la situation intérieure du Maroc où le régime craint les conséquences d'une lutte armée anticolonialiste menée par le "Front POLISARIO"», écrit mardi l'hebdomadaire en langue arabe «El Moudjahid», organe du FLN (Front de libération national).

L'article poursuit : «Le régime marocain craint qu'une lutte armée au Sahara occidental trouve au Maroc un écho favorable (...) Les calculs des milieux marocains rejoignent donc ceux des impérialistes dans le fait d'ouvrir une brèche qui sera la source de tous les troubles qui atteindront la région».

«Ainsi, affirme «El Moudjahid», l'objectif serait d'isoler la révolution avant de lui porter un coup fatal et d'annihiler la volonté de lutte armée du peuple sahraoui. La réaction et le féodalisme

sont convaincus que cette lutte posera le problème de l'unité avec le Maroc en termes de révolution et de progrès. D'où cette violence réactionnaire exprimée par le régime marocain pour annihiler la violence révolutionnaire...»

«Nous comprenons qu'un régime quel qu'il soit s'accroche à ses privilèges et qu'il tente de détourner les masses populaires de leurs véritables problèmes.»

D'autre part, le quotidien «El Moudjahid» a publié mardi matin à «la Une» une photo d'un char de l'Armée royale marocaine sur les routes au Sud d'Agadir et ainsi légendée : «Ce char donne bien toute la mesure du crédit qu'il faut accorder au caractère pacifique de la marche des Marocains. (...) On voit déjà de quelle manière le gouvernement royal imagine la "rencontre fraternelle" avec le peuple sahraoui.»

### URSS :

#### MANIFESTATION D'ÉTUDIANTS AFRICAINS CONTRE LE RACISME

Près de 500 étudiants africains ont manifesté, mardi, devant le consulat de Tchécoslovaquie à Kiev (Ukraine) pour protester contre le rappel dans son pays d'une étudiante tchécoslovaque mariée récemment à un étudiant nigérian.

Les étudiants africains ont remis une pétition au consul de Tchécoslovaquie et observeront une grève jusqu'à lundi prochain, date à laquelle ils exigent une réponse du consulat.

La protestation des étudiants africains, qui sont près de 800 à Kiev, fait suite à la décision du gouvernement tchécoslovaque de supprimer sa bourse à Alena Gruchilova, 23 ans, en dernière année de philosophie, et de la rappeler dans son pays. En avril dernier, Alena avait épousé un Nigérian de 29 ans, Udo Ubam, qui étudie les relations internationales à l'université de Kiev.

A la suite de son rappel, l'étudiante n'est pas autorisée à rester en URSS au-delà du 30 octobre. Un porte-parole des étudiants a indiqué par téléphone depuis Kiev qu'elle refusait de partir et s'était cachée la nuit dernière en un lieu tenu secret.

Toujours selon le porte-parole, la manifestation s'est déroulée dans le calme, devant le consulat barricadé par la police. Les manifestants ont accusé les autorités tchécoslovaques de discrimination raciale et de violation des dispositions de l'acte final de la conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe.

Le porte-parole des étudiants a précisé que les parents de la jeune femme et les autorités tchécoslovaques avaient essayé de la dissuader d'épouser M. Ubam.

### L'ESPRIT D'HELSINKI N'ARRÊTE PAS DE SOUFFLER

#### Des fonctionnaires de l'ONU demandent la libération d'un ancien collègue soviétique

ONU (Genève), 28 octobre (AFP).

Une centaine de fonctionnaires des Nations unies ont envoyé un télégramme à M. Léonide Brejnev pour attirer son attention sur le cas d'un de leurs anciens collègues, Vladimir Balakhonov, condamné à douze ans de réclusion et interné dans un asile psychiatrique.

Balakhonov, fonctionnaire de l'organisation météorologique mondiale à Genève, a demandé l'asile politique en Suisse en sep-

tembre 1972, puis s'est décidé à rentrer en URSS pour y rejoindre sa femme et sa fille, avec l'assurance qu'il ne serait pas inquiété. Arrêté, accusé de trahison, il a passé deux ans dans un camp pénitentiaire de l'Oural et se trouve depuis janvier 1975 dans le bloc psychiatrique numéro douze de la troisième zone hospitalière des camps de Mordovie.

Selon le télégramme adressé à Brejnev, des «nouvelles alarmantes» récemment parvenues «font craindre pour la santé mentale et la vie même de notre ancien collègue.»

### NOUVELLES ARRESTATIONS EN BRETAGNE

Un militant breton a été arrêté dans la journée d'hier et inculpé par la Cour de Sureté de l'État. Cela porte à 13 le nombre de personnes emprisonnées sur l'ordre de la Cour de sûreté de l'État c'est-à-dire du gouvernement au cours de ces deux dernières semaines. La bourgeoisie veut semer la crainte en Bretagne espérant briser par là, le mouvement de révolte anticapitaliste qui s'y développe.

### LIBAN :

#### AGGRAVATION DE LA SITUATION

Radio-Beyrouth a fait état mardi dans son bulletin d'information de minuit d'une aggravation de la situation dans la capitale libanaise.

Elle a notamment précisé que «les échanges de tirs de roquettes et d'obus ainsi que les explosions ont repris.»

### GRANDE-BRETAGNE :

#### GREVE AU «DAILY MIRROR»

Les éditions régionales pour le Nord du quotidien britannique «Daily Mirror» n'ont pu sortir des presses mercredi matin en raison d'une grève des ouvriers des imprimeries de Manchester.

Les imprimeurs se sont mis en grève à la suite de l'annonce mardi que le journal travailliste serait presque totalement imprimé à Londres à partir d'octobre 1976. Le plan de modernisation du groupe «Mirror» prévoit que seules les pages régionales seront composées à Manchester, le reste étant transmis de Londres par un système de transmission-photo informatisé. L'économie se chiffrerait ainsi à environ 1 million de livres par an pour les capitalistes. Environ deux tiers des 150 journalistes du «Mirror» à Manchester ainsi que 200 imprimeurs seront licenciés.

Le «Daily Mirror» est le plus fort tirage de la presse européenne avec environ 4 500 000 exemplaires chaque jour.

### RENFORCEMENT DE LA FLOTTE SOVIÉTIQUE DU PACIFIQUE SELON UNE ESTIMATION JAPONAISE

La flotte soviétique du Pacifique s'est très sensiblement renforcée au cours des dix dernières années au point d'être devenue aujourd'hui deux fois plus importante que la VII<sup>e</sup> Flotte américaine qui croise dans le même océan, révèle un rapport des services de renseignement japonais cité mercredi par le quotidien de Tokyo «Mainichi Shimbun».

Selon ce rapport, l'URSS compte dans le Pacifique-ouest 755 navires de guerre, totalisant 1 200 000 tonnes. Cette flotte, qui est basée à Vladivostok, comprend 125 sous-marins (dont le tiers est à propulsion nucléaire), 400 navires de surface et environ 230 petites unités de soutien (patrouilleurs côtiers, barges de débarquement, etc.).

La VII<sup>e</sup> Flotte américaine est composée pour sa part de 60 navires totalisant 700 000 tonnes : trois porte-avions, cinq sous-marins nucléaires, 25 navires de surface et 27 unités de soutien. Le rapport ajoute que la flotte soviétique peut être appuyée par 350 avions basés à terre, alors que les Américains peuvent mobiliser 500 appareils dans la région.